

QUEL MONDE ASSOCIATIF DEMAIN ?

*Des limites actuelles de l'action associative
aux moyens de les dépasser*

Journée d'étude acteurs-chercheurs

Samedi 21 Novembre 2020

Co-organisateur : Collectif des associations citoyennes (CAC) – Mouvement pour
l'économie solidaire (MES) – Union fédérale d'intervention des structures culturelles
(Ufisc) – Transiscope – Institut Polanyi France – Le Mouvement associatif



Avec le soutien de



Introduction et présentation de la journée

Marie-Catherine Henry (Collèges d'études mondiales – FMSH du programme de recherche Démocratie et économie plurielles)

Bruno Lasnier (Mouvement pour l'économie solidaire - MES)

Jean-Baptiste Jobard (Collectif des associations citoyennes - CAC)

Le scenario de l'affaiblissement

9h30 – 10h25

L'état des libertés associatives en France

Présentation du premier rapport de l'observatoire des libertés associatives. Fruit de deux ans de travail et de l'étude de cent cas d'atteintes aux libertés démocratiques des associations, ce rapport documente la façon dont le cadre actuel de l'exercice de la citoyenne collective est mis à mal par une pluralité d'entraves matérielles, discursives, judiciaires ou policières.

Intervenants : Camille Champeaux (Collectif d'organisations de solidarité internationale et de mobilisation citoyenne – [CRID](#)), Julien Talpin (Cnrs)

10h30 – 11h25

L'actualité de « l'offensive philanthropique »

Axe fort du développement du plan "vie associative" du gouvernement, l'ambition d'inventer une "philanthropie" à la française a connu des développements récents avec la remise du rapport El-Hairy et la mission du Rameau "accélérer les alliances stratégiques entre associations et entreprises". État des lieux et discussions.

Intervenants : Gilles Rouby (Collectif des associations citoyennes - CAC), Frédérique Kaba (Fondation Abbé Pierre)

11h30 – 11h45

D'un scénario à l'autre, quelles pistes de travail ?

Comment mobiliser la prospective pour engager la réflexion collective ? Les table-rondes précédentes sont centrées sur les menaces de scénarios du pire, mais il est possible de prendre appui sur le potentiel de propositions du monde associatif pour dessiner un scénario plus favorable.

Intervenant : Christine Chognot

Le scenario du renforcement et de la diffusion des alternatives

14h – 14h55

Quels besoins pour un développement associatif

Si de très nombreuses alternatives existent, leur développement reste trop limité par la structuration actuelle du financement du monde associatif. Pourtant d'autres modalités de soutien s'inventent et peuvent créer un système plus prometteur permettant d'espérer l'essor d'un nouvel associationnisme. Premier tour d'horizon et dialogue autour des solutions envisageables à l'heure actuelle.

*Intervenants : présentation du Transiscope par **Floriane Hamon** du Mouvement Colibris et **Solène Boiziau** du Mouvement Utopia - **Frédérique Pfrunder** (déléguée générale du Mouvement Associatif) , **Jean-Michel Lucas** (spécialiste des droits culturels)
Animation : **Bastien Zapata** (La Solidaire)*

15h00 – 15h30

Introduction Romain Guéry ([Groupe Vyy](#))

Quelles synergies au sein de l'ESS

Intervenants : Jérôme Saddier ([ESS France](#)) et Patricia Coler ([Mouvement pour l'économie solidaire – MES](#))

Animation : Jean-Philippe Milésy (Institut Polanyi)

Romain Guéry

Je suis ravi d'introduire cette table-ronde sur les synergies qui, de mon point de vue, sont totalement essentielles puisque c'est par une stratégie d'union que nous tous pouvons faire face à une hydre à deux têtes. La première tête est bien connue, c'est celle de la grande entreprise privée à but lucratif avec un appétit vorace capable de donner des millions, des milliards pour attaquer des marchés et pouvant fonctionner à perte. La deuxième c'est la dérive étatiste, version caricaturale d'une forme d'action publique qui quand elle ne veut pas ou plus faire les choses interdit aux autres de le faire. Dans les mutuelles nous sommes bien placés pour connaître cette tendance qui année après année réduit la capacité à agir et fait ensuite porter la responsabilité de leurs échecs sur nos épaules.

- ✓ Face à cela il n'y a qu'une solution, il faut se regrouper, agir ensemble par des plaidoyers communs et des actions communes. Nous faisons la proposition suivante en deux points : agir pour une économie non lucrative, ou à lucrativité limitée, au niveau européen car c'est à ce niveau que sont les blocages.
- ✓ Développer des solidarités civiles en complément des solidarités nationales et d'imaginer des systèmes de mutualisation notamment

En cela l'économie sociale nous semble essentielle car c'est par elle qu'on peut mettre en commun et investir ensemble et développer notre surface d'action.

Jérôme Saddier

Je vais commencer par apporter deux nuances, et non pas des désaccords, à ce qui a été dit. D'abord je ne pense pas que les blocages ne sont qu'au niveau européen et aussi il ne me semble pas que ces soit depuis ou avec la crise que les acteurs de l'économie sociale ont tendance à se remplir sur eux-mêmes. J'ai l'impression que chacun court dans

son couloir en pensant qu'il a raison depuis par mal de temps.

Pour faire le lien avec les travaux précédents je souhaite rappeler que la liberté d'agir en s'associant est un des principes de base de l'ESS. C'est important parce que la question de savoir si nous sommes toujours libres de décider ce que nous avons à faire et de la

façon dont nous voulons le faire est fondamentale et demeure une vraie interrogation. Cette liberté d'agir s'exprime sous différentes formes, objets sociaux et c'est la force de l'ESS que ce principe soit applicable à bien des activités et des secteurs. On sait que les remises en cause sont de tous ordres : injonction des financeurs, évolution des réglementations européennes ou nationales, baisse de financement, instrumentalisation, conformisme, technocratie, mise en concurrence, parfois par affaiblissement démocratique de nos propres structures.

Je crois que la question de la coopération entre acteurs, au-delà de la synergie qui me semble-t-il est plus un moyen d'analyse, est une des clefs pour l'avenir. Ça fait longtemps que le monde coopératif parle d'inter-coopération je ne suis pas tout à fait certain qu'il arrive à l'illustrer mais je crois que c'est de ça qu'il faudrait s'inspirer pour 4 raisons que j'ai repérées :

- ✓ La coopération entre acteurs peut être un des moyens de résistance à la logique projet qu'on nous oppose dans le monde associatif de la part des financeurs. Il n'y a rien de pire que de voir le projet s'affadir pour pouvoir passer sous les fourches caudines des financements publics mais avec le développement des financements privés ça ne va pas aller en s'arrangeant. Ce qui fait force du monde associatif et de l'ESS c'est la capacité des personnes à s'associer pour concevoir un projet, le mener et l'évaluer eux-mêmes. Evidemment que si nous laissons les principes de financement remettre en cause cette liberté d'établir soi-même son projet nous allons effectivement avoir des difficultés à assurer la pérennité des organisations censées être garanties par les formes choisies. La coopération entre acteurs et faire le choix qu'un projet soit porté par des acteurs différents et complémentaires avec un

partage d'objectifs, de logiques, de moyens est une façon résister à cette logique d'appel à projet et de la soumission aux personnes publiques ou privées qui financent. Donc la coopération pour se renforcer et résister.

- ✓ La deuxième raison, c'est comme moyen de se positionner pour faire face à de nouveaux enjeux. L'ESS s'est développée dans plein d'activités différentes et on voit que la société est en train de changer, l'économie est en train de changer pour le meilleur et pour le pire et qu'il y a des sujets qu'il conviendrait de s'approprier pour les envisager de façon différente, parfois pour relocaliser des activités. La clef pour l'ESS est de faire en sorte que les acteurs puissent se rassembler à partir de logiques de territoires, de filières pour faire en sorte que les enjeux économiques et sociaux qui amènent à des soutiens nouvelles soient portés par l'ESS mais en étant assez lucide sur les capacités de l'ESS à le faire il faut concevoir des modes d'alliances qui n'existent pas forcément. Parfois des alliances territoriales, parfois des alliances plus globales en cumulant les moyens.
- ✓ Troisième raison de coopérer, c'est pour inventer de nouveaux modèles économiques. C'est sans doute un sujet un peu délicat mais ce que montre la crise c'est la fragilité des modèles économiques de l'ESS. Ce qu'on constate c'est que pour la première fois, ayant à subir une crise de l'économie réelle de cette nature et c'est la première fois que l'ESS est touchée au cœur même de son activité. C'est la première fois que des modèles censés être résilients paraissent faibles et la perfusion dont ils ont besoin dépend de pouvoirs publics. La question est de savoir si et comment on doit renforcer les capacités financières des associations, la question est bien sur stratégique pour passer la crise mais à

plus long terme la question du renforcement des fonds propres pour les associations va se poser et il va falloir inventer de nouveaux modèles et imaginer des solutions qui reposent sur la coopération entre acteurs de l'ESS et c'est un moyen plus sûr et plus conforme à l'objectif de résilience que de le faire par des modèles bancaires ou la subvention publique.

- ✓ La quatrième raison de coopérer : le besoin de refonder nos modèles démocratiques qui sont très affaiblis. Le sentiment général n'est pas à l'engagement, les raisons de s'engager ne manquent pas mais leur formalisation est parfois compliquée, résultat d'une forme de découragement mais la grande force citoyenne et le vrai potentiel que représente l'ESS aujourd'hui affaibli. La culture démocratie des organisations de l'ESS est au cœur des enjeux stratégiques de notre pays. On vit dans période compliquée, on voit que la démocratie n'est pas si établie que ça. Il est temps de

Patricia Coler

Plusieurs éléments dans tout ce qui vient d'être dit sont des enjeux forts pour la synergie dans l'ESS.

La crise a révélé encore une fois à quel point étaient importantes les questions du sens, de nos interdépendances, de notre relation à la nature, avec une forme d'humilité redécouverte... A quel point nous devons réinvestir la notion de solidarité et qu'il faut sortir de la logique marchande à laquelle on nous invite pour revenir à la question des relations ... ça a été montré par toutes les formes d'initiatives solidaires qui ont été prises sur les territoires.

L'ESS doit dépasser la logique de secteur et d'activité pour réinterroger notre capacité de citoyens à agir, notre liberté

réveiller les structures de l'ESS pour faire en sorte que les personnes qui s'y engagent, qui y travaillent soient conscientes de la force citoyenne qu'elles représentent et à laquelle elles peuvent contribuer.

En travaillant ensemble, nous avons aussi un moyen d'hybrider nos modèles. Il est temps d'inventer de nouveaux modèles et de le faire à plusieurs. Il y a un terrain de coopération assez vaste et stratégique.

Je résumerai ça d'une formule : il est l'heure de réapprendre à faire des choses plus grandes que ce que nous sommes tous seuls. Les organisations de l'ESS ont créé des choses, elles ont été à l'initiale de ce qui fait le contrat social du pays et parfois de ses formes économiques. Il faut regarder à nouveaux et à plusieurs ce qu'on est capables de faire ensemble et c'est un sujet qu'on porte à ESS France avec La république de l'ESS qui va durer encore un an.

d'auto-organisation, notre position par rapport à la question de l'exigence des dignités et droits fondamentaux des personnes. Si on se pense comme un mouvement culturel, on a une capacité à construire un nouvel imaginaire autour de la dimension économique en s'appuyant sur la synergie de divers acteurs. Il y a des millions de personnes investies, engagées dans l'ESS et nous devons avoir une exigence par rapport à nous-mêmes. Ça a été dit ce matin : ne pas se restreindre à la notion de réponse aux besoins et inscrire nos démarches surtout dans le respect des droits humains fondamentaux ce qui nous permet d'apporter de nouvelles exigences ... Nous sommes capables d'inventer collectivement un nouvel

imaginaire socio-économique. On ouvre des possibles par des actions concrètes et on produit du réflexif. C'est aussi préférer la diversité des initiatives à la course à la taille, préférer la mise en réseaux plutôt que des logiques de concentration verticale.

Pour cela, il faut que nous ayons le temps de nous interroger, de déconstruire les normes, de nous autoriser à innover, à penser la transformation. Ce que nous ne faisons pas toujours, étant confrontés au danger du mimétisme et avec une tendance à subir les injonctions, parfois récupérer les manières de faire de l'économie capitaliste.

Donc on a besoin, et peut-être la synergie dans l'ESS nous le permettra, de prendre le temps, de se saisir de la diversité des approches, de croiser nos référentiels ... Je partage ce qui a été dit sur l'hybridation des compétences (des mutuelles, des coopératives, des associations, des initiatives citoyennes, ...).

Les partenariats acteurs chercheurs sont déterminants lorsqu'on considère une approche interconnectée. On a besoin de ces connecteurs. Il faut aussi dépasser le champ de l'ESS et faire mouvement avec d'autres dynamiques qui ne s'y reconnaissent pas nécessairement (mouvement des communs, mouvements citoyens et sociaux, ...).

Je voudrais aussi mettre l'accent sur les actions concrètes. Là aussi des coopérations sont possibles pour avancer ... à partir des citoyens qui s'auto-organisent : identifier les acteurs, mieux se connaître sur les territoires, en faisant attention à prendre en compte toutes les alternatives socio-économiques. On a parfois tendance dans l'ESS à oublier ces initiatives non monétaires qui ne s'inscrivent pas dans une logique entrepreneuriale.

Une des propositions fortes du MES est la logique d'écosystèmes territoriaux solidaires. Aujourd'hui on a besoin en

local de travailler cette coopération active. Il y a déjà beaucoup d'initiatives qui sont connues : on peut parler des PTCE, on a accompagné des tiers lieux solidaires, des foncières solidaires, ... Il faut mieux les soutenir et il faut que ces initiatives soient reconnues comme des processus en constitution, sur la durée ... avec des moyens et de l'ingénierie.

Au sujet du levier démocratique, de son entretien, de son exigence, j'ajouterais qu'il faut traiter la question de l'ascendance territoriale et construire de nouveaux espaces de coopération dans des logiques moins concentrées avec plus de confiance envers les citoyens et le local. On a aussi à renforcer nos outils en matière de relations avec les politiques publiques pour plus de coopération et de coconstruction.

Sur le fil de discussion

Alain Lemarchand : Ça va être difficile avec le projet de "continuum éducatif de la culture et de la générosité" qui va être intégré dans les programmes scolaires "dès le plus jeunes âges"

Luc de Larminat : un article sévère sur l'économie sociale vient de sortir dans le monde

https://www.lemonde.fr/campus/article/2020/11/21/difficile-de-se-plaindre-la-cause-est-trop-belle-dans-l-economie-sociale-quand-la-quete-d-ideaux-vire-au-burn-out_6060615_4401467.html

Josette : Le [Forum social mondial des économies transformatrices](#) a été un temps important de convergences

Marie-Elodie Lenne - Association CAPEP : Du même acabit voir l'essai de Lily Zalzett : [Te plains pas, c'est pas l'usine : l'exploitation en milieu associatif](#)

Questions / réponses / réactions

Comment protéger les jeunes et la formation des sirènes du social-business ?

Jérôme Saddier : les jeunes sont souvent spontanément attirés par l'ESS sans savoir véritablement ce que cela veut dire. C'est probablement la traduction d'aspirations humanistes, de recherche de sens. Le problème c'est que certains acteurs ne sont pas tout à fait en phase avec l'économie solidaire. Ce que je veux dire c'est qu'on a du mal dans l'économie sociale fière de ses principes à incarner une réponse à cette quête de sens des jeunes et notamment pour ceux qui cherchent une activité salariée. On a du mal à faire des propositions qui répondent à ces attentes sans qu'il y ai dérive. Voir aussi l'article du [Monde](#) sur le burn-out dans l'économie sociale.

Patricia Coler : C'est important de reposer la place des jeunes qui sont à voir moins comme des charges que comme des dynamiques. Il y a à reconsidérer la jeunesse et sa capacité d'engagement ou d'envie de contribuer à la société.

Autre chose sur les questions de synergie dans l'ESS : le lien à l'international est important, réussir le pari de l'imaginaire et de la force citoyenne est aussi penser à ce niveau. On sait les travaux qui sont menés dans divers pays ... donc on a à réfléchir avec l'économie populaire, les économies féministes, transformatrices.

Jean-Philippe Milésy : voir sur ce dernier point la table-ronde des [rencontres de La Plaine](#)

15h35 – 16h30

Introduction Jean-Philippe Milésy (Institut Karl Polanyi France)

Quelles dynamiques locales pour une meilleure prise en compte des associations

De plus en plus les autorités locales se posent la question de la co-construction et du rapport aux associations. Tant au niveau urbain que rural, il existe des projets qui méritent d'être discuté.

*Intervenants : dialogue avec des municipalités française **Annaelle Schaller**, Tours, **Patricia Andriot**, Le Val d'Esnois, vice-présidente du [RTES](#), **Julian Perdrigeat**, Loos-en-Gohelle, **Stéphane Pfeiffer**, Bordeaux)*

*Animation : **Bruno Lasnier** (MES)*

16h35 – 17h

Introduction Bruno Lasnier (MES)

Les perspectives pour la suite du travail

*Intervenants : **Philippe Jahshan** ([Le Mouvement associatif](#)), **Jean-Baptiste Jobard** (CAC), **Jean-Louis Laville** (Cnam- FMSH)*